

TITRE II.

Poursuite des délits.

ART. 17. Les délits seront constatés par rapports ou procès-verbaux des gardes champêtres de bois communaux, ou forestiers, par la gendarmerie ou par tous autres officiers et agents de police des communes. Ces procès-verbaux doivent être affirmés, dans les vingt-quatre heures, devant le magistrat du lieu.

Il peut être suppléé auxdits rapports et procès-verbaux par la déposition de deux témoins. On peut établir la preuve contraire, sans recourir à l'inscription de faux.

ART. 18. Toute action est prescrite par le laps d'un mois, à compter du jour où le délit de chasse a été commis.

ART. 19. Les délits commis par des militaires sont poursuivis de la même manière que ceux commis par les autres citoyens, et jugés par les tribunaux ordinaires.

ART. 20. Notre Ministre de la justice et de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Signé, JEROME NAPOLEON.

Par le Roi. En l'absence du Ministre Secrétaire d'Etat, le Secrétaire du cabinet et des commandements,

Signé, COUSIN DE MARINVILLE.

(Bin. N^o 18.) *DECRET ROYAL portant organisation des compagnies départementales.*

Au Palais de Cassel, le 9 février 1808.

JEROME NAPOLEON, etc.

Sur le rapport de nos Ministres de l'intérieur et de la guerre, notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Zweiter Titel.

Gerichtliche Verfolgung der Jagd-Frevel.

Art. 17. Die Jagd-Frevel sollen durch Berichte oder Protocolle der für die Gemeinde-Holzungen bestellten Waldbüter (Sehegereuter) und Förster, durch die Gendarmerie und durch jeden andern Beamten und Diener der Gemeinde-Polizei beurkundet werden. Diese Protocolle müssen binnen vier und zwanzig Stunden vor einer obrigkeitlichen Person des Orts bekräftigt werden. Die Aussage zweier Zeugen vertritt die Stelle besagter Berichte und Protocolle. Es ist jedoch der Gegenbeweis zulässig, ohne förmlich darzuthun, daß die Beweis-Urkunden falsch sind.

Art. 18. Nach Verlauf eines Monats, von dem Tage an gerechnet, an welchem der Jagd-Frevel begangen wurde, ist jede darauf sich beziehende Klage erloschen.

Art. 19. Die von Militär-Personen begangenen Jagd-Frevel sollen eben so wie diejenigen, welche sich andere Bürger haben zu Schulden kommen lassen, gerichtlich verfolgt, und von den gewöhnlichen Tribunalen beurtheilt werden.

Art. 20. Unser Minister des Justizwesens und der innern Angelegenheiten ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets, welches in das Gesetz-Bülletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Unterschieden, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. In Abwesenheit des Ministers Staats-Secretär, der Cabinets-Secretär,

Unterschieden, Cousin von Marinville.

(Bin. Nro. 18.) *Königliches Decret über die Errichtung von acht Departements-Compagnien.*

Im Pallaste zu Cassel, am 9ten Februar 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, auf den Bericht Unseres Ministers der innern Angelegenheiten und Unseres Kriegsministers, nach Anhörung Unseres Staatsrathes; verordnet und verordnen, wie folgt:

ART. 1^{er}. Il sera levé dans notre Royaume huit compagnies départementales, destinées à la police des chefs-lieux de département, à la garde des préfectures, caisses publiques, établissements, magasins et prisons.

ART. 2. Ces compagnies seront sous les ordres et la police des préfets, qui les commanderont militairement dans leurs départements respectifs.

ART. 3. La solde, l'habillement et la subsistance de ces compagnies seront à la charge des départements; il y sera pourvu par des centimes additionnels. L'armement sera fourni des arsenaux de l'Etat.

ART. 4. Les officiers de ces compagnies seront choisis parmi d'anciens officiers bien famés et nommés par nous, sur la présentation de notre Ministre de la guerre.

ART. 5. Les sous-officiers et soldats seront choisis, sur la présentation des préfets, par notre Ministre de la guerre, parmi les sous-officiers et soldats mariés retirés dans leur domicile, porteurs de bons certificats de conduite militaire et privée, et ayant servi au moins six ans.

ART. 6. La force de chaque compagnie, officiers compris, sera de 50 hommes, composés ainsi qu'il suit :

Capitaine.....	1
Lieutenant.....	1
Sergent-major.....	1
Sergents.....	2
Fourrier.....	1
Caporaux.....	4
Fusiliers.....	39
Tambour.....	1

Total au complet..... 50

Art. 1. In Unserm Königreiche sollen acht Departements-Compagnien errichtet werden, welche zur Handhabung der Polizei in den Hauptorten der Departements, und zur Bewachung der Präfecturen, öffentlichen Cassen und Anstalten, Magazine und Gefängnisse bestimmt sind.

Art. 2. Die Compagnien stehen unter den Befehlen und der Aufsicht der Präfecten, welche in ihren respectiven Departements das Militär-Commando über dieselben führen.

Art. 3. Diese Compagnien werden vom Departement besoldet, gekleidet und unterhalten. Die dadurch verursachten Kosten sollen durch Zulags-Centimes bestritten werden. Die Waffenstücke sollen aus den Zeughäusern des Staats geliefert werden.

Art. 4. Die Officiers dieser Compagnien werden unter alten Officiers von gutem Rufe ausgewählt, und auf vorhergegangenen Vorschlag Unseres Kriegsministers von Uns ernannt.

Art. 5. Unser Kriegsminister wählt, auf vorhergegangenen Vorschlag der Präfecten, die Unterofficiers und Soldaten unter den verheiratheten Unterofficiers und Soldaten aus, welche den Dienst verlassen und sich in ihre Wohnorte zurückgezogen haben, Zeugnisse ihres Wohlverhaltens im Dienst und Privatleben beibringen, und wenigstens sechs Jahr gedient haben.

Art. 6. Jede Compagnie soll mit Einschluß der Officiers 50 Mann stark seyn, und bestehen aus :

Capitaine.....	1
Lieutenant.....	1
Feldwebel.....	1
Sergents.....	2
Fourrier.....	1
Corporalen.....	4
Soldaten.....	39
Trommler.....	1

Zusammen im vollständigen Stande.. 50

ART. 7. La solde est fixée ainsi qu'il suit :

	par jour.	par an.	» c.
Capitaine.....	5 f. » c.	1825 f.	» c.
Lieutenant.....	3 50	1277 50	
Sergent-major.....	1 »	365 »	
Sergent.....	» 90	328 50	
Fourrier.....	» 90	328 50	
Caporal.....	» 85	310 25	
Fusiliers et tambour. .	» 75	273 75	

ART. 8. Au moyen de la solde ci-dessus fixée, il ne sera fourni aux compagnies départementales aucunes fournitures de subsistances ni casernement.

ART. 9. L'uniforme des compagnies départementales est réglé ainsi qu'il suit : habit gris-palatin, boutonné droit, doublé en serge grise ; collet et parements en liseret rouge ; pantalons pareils ; guêtres noires montant au-dessus du mollet ; souliers à cordons ; chapeaux de feutre noir ; pompon bleu, avec le N° de la compagnie ; boutons blancs empreints de nos armes ; col noir ; capote d'hiver en drap croisé.

ART. 10. Les habits seront renouvelés tous les trois ans ; les schakos et capottes tous les quatre ans ; les pantalons tous les ans, soit en nature, soit au moyen d'une massé. Le petit équipement sera à la charge des hommes. La buffleterie sera renouvelée tous les vingt ans, et fournie en nature ; elle sera blanche.

ART. 11. Ces compagnies départementales seront payées sur revues. Leur administration et leur comptabilité seront surveillées par les inspecteurs aux revues, qui tiendront leur contrôle. Les conseils d'administration de ces compagnies seront formés conformément à l'instruction de l'inspecteur aux revues chargé de l'organisation de l'armée, arrêtée

Art. 7. Der Sold ist folgendermaßen bestimmt :

	täglich.	jährlich.	» Gr.	» St.
der Capitaine.....	5 Gr. » St.	1825 Gr. » St.		
der Lieutenant.....	3 50	1277 50		
der Feldwebel.....	1 »	365 »		
ein Sergeant.....	» 90	328 50		
der Fourrier.....	» 90	328 50		
ein Corporal.....	» 85	310 25		
ein Soldat u. der Trommler	» 75	273 75		

Art. 8. Vermittelt dieses Soldes werden den Departements-Compagnien keine Lebensmittel geliefert, und kein Quartier in den Casernen gegeben.

Art. 9. Die Uniform der Departements-Compagnien ist folgendermaßen bestimmt :

Hochgraue Röcke, gerade zugeknöpft, und Unterfutter von grauer Serge ; Kragen und Aufschläge mit einem rothen Vorstoß eingefast ; lange Beinkleider von gleicher Farbe ; schwarze Kamaschen bis über die Waden ; Schuhe mit Riemen ; schwarze Filzhüte ; blaue Compagnie-Zeichen mit der Nummer der Compagnie ; weiße Knöpfe mit unserm Wappen ; schwarze Halsbinde ; Winter-Capotte von gefäperten wollenem Zeuge.

Art. 10. Sie bekommen alle drei Jahre neue Röcke, alle vier Jahre neue Schakos und Capotten, und jedes Jahr neue Beinkleider, entweder in Natur oder vermittelt einer Masse. Die kleinen Montirungs-Stücke muß der Mann sich selbst anschaffen. Alle zwanzig Jahre bekommen sie neues Lederzeug, welches in Natur geliefert werden, und weiß seyn soll.

Art. 11. Diese Departements-Compagnien werden nach Musterungs-Listen bezahlt. Die Musterungs-Inspectoren haben die Aufsicht über ihre Verwaltung und ihr Rechnungswesen, und führen ihre Controle. Die Verwaltungs-Räthe dieser Compagnien sollen in Gemäßheit der vom Musterungs-Inspector, welcher mit der Organisation der Armee beauftragt ist, abgefaßten,

le 12 janvier dernier, et approuvée du Ministre de la guerre.

ART. 12. Le chef de notre légion de gendarmerie royale inspectera militairement les compagnies départementales dans ses tournées, conformément aux instructions du Ministre de la guerre, auquel il en rendra compte.

ART. 13. Nos Ministres de l'intérieur et de la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret.

Signé, JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi. En l'absence du Ministre Secrétaire d'Etat, le Secrétaire du cabinet et des commandements,

Signé, COUSIN DE MARINVILLE.

(Bin. N^o 18.) DÉCRET ROYAL portant dispositions relatives aux pensions.

Au Palais de Cassel, le 11 février 1808.

JÉRÔME NAPOLEON, etc.

Sur le rapport de notre Ministre des finances, du commerce et du trésor;

Notre Conseil d'Etat entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ART. 1^{er}. Tous les pensionnaires de l'Etat, à quel titre que ce soit, seront tenus de justifier à notre Ministre des finances, du commerce et du trésor, des brevets et autres actes constitutifs de leurs pensions, par l'intermédiaire des préfets et sous-préfets, qui en dresseront des états par district, et les enverront, appuyés des pièces justificatives, à notre Ministre des finances, du commerce et du trésor.

vom 12ten Januar des laufenden Jahres datirten, und vom Kriegs-Minister genehmigten Instruction gebildet werden.

Art. 12. Der Chef Unserer Königl. Gendarm. Legion hat bei seinen Inspections-Reisen diese Departements-Compagnien, der Instruction des Kriegs-Ministers gemäß, welchem er davon Rechenschaft ablegen wird, zu mustern.

Art. 13. Unsere Minister der innern Angelegenheiten und des Kriegswesens sind mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decrets beauftragt.

Unterschieden, Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs. In Abwesenheit des Ministers Staats-Secretär, der Cabinets-Secretär,

Unterschieden, Cousin von Marinville.

(Bin. Nro. 18.) Königl. Decret über die Pensionen.

Im Pallaste zu Cassel, am 11ten Februar 1808.

Wir Hieronymus Napoleon, etc.

haben, auf den Bericht Unseres Ministers der Finanzen, des Handels und des Schatzes, nach Anhörung Unseres Staatsrathes, verordnet und verordnen, wie folgt:

Art. 1. Alle und jede, welche aus irgend einem Grunde Pensionen vom Staate erhalten, sind verbunden, eine Nachweisung der ihnen ausgefertigten Patente und andern Urkunden, worauf sie ihr Recht gründen, an Unsern Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes durch die Präfekten und Unterpräfekten gelangen zu lassen, welche, und zwar jeder für seinen Distrikt, eine Uebersicht darzu aus zu verfertigen, und mit beigefügten Beweisstücken, an Unsern Minister der Finanzen, des Handels und des Schatzes einzusenden haben.